

**COMMUNE
DE LA MENITRE**

Certificat d'urbanisme positif
Délivré par le Maire au nom de la commune

Demande déposée le 04/10/2023		N° CU 049 201 23 00046
Par :	Monsieur DAVERDON JEAN REMY	
Demeurant à :	2 IMPASSE DE L' ANJOU 49250 LA MENITRE	
Sur un terrain sis :	LE BOURG 201 B 292	
Superficie :	1174 m ²	

Le Maire,

VU la demande de certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L 410-1b du code de l'urbanisme, les dispositions, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à ce terrain.

VU le code de l'urbanisme,

VU le Plan Local d'Urbanisme de La Ménitré approuvé le 22 avril 2004 et modifié ;

VU le plan de prévention des risques naturels prévisibles inondation du val d'Authion approuvé le 7 mars 2019,

VU le code du patrimoine et notamment ses articles L.621-30 et suivants

CONSIDERANT que la demande porte sur la réalisation de :

DIVISION DE LA PARCELLE CADATREE B 292 EN 2 PARCELLES:

- UNE D'ENVIRON 402M² RESTANT ATTACHEE A LA MAISON SITUEE SUR LA PARCELLE B 293

- L'AUTRE D'ENVIRON 772M² POUR LA CONSTRUCTION D'UNE MAISON D'ENVIRON 100M² AU SOL AVEC UNE PIECE REFUGE DANS LES COMBLES, UN GARAGE DE 25M² AU SOL (EN PLUS). L' ACCES VOIRIE SE FERA PAR LA RUE VICTOR LASALLE.

sur un terrain situé LE BOURG,

CERTIFIE

Article 1 : Le terrain objet de la demande peut être utilisé pour la réalisation de l'opération envisagée sous réserve du respect des prescriptions énoncées aux articles suivants.

Article 2 : Dispositions d'urbanisme

- Plan local d'urbanisme (P.L.U.) de La Ménitré approuvé le 22 avril 2004 et modifié

- Le terrain est situé en zone urbaine UB(2)

Par ailleurs le terrain est situé dans une zone de : Droit de préemption urbain renforcé (D.P.U.R.) au bénéfice de la commune

Article 3 : Nature des servitudes d'utilité publique applicables au terrain

AC1 : Terrain situé dans le périmètre de protection d'un monument historique : Eglise Saint Jean-Baptiste

EL2bis : Terrain situé dans le périmètre du plan de prévention du risque naturel d'inondation approuvé le 07/03/2019, dans la zone BMF de ce plan

Informations complémentaires :

- Parcelle située en zone inondable d'aléa moyen à fort,

- La totalité du département du Maine et Loire est classé en zone de sismicité faible suite au décret 2010-1255 du 22 octobre 2010 ; des règles parasismiques doivent être prises en compte lors de la construction de nouveaux bâtiments.

- Parcelle concernée par des mouvements différentiels liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles (aléa moyen).

- Parcelle à potentiel radon de catégorie 1. Ces formations correspondent aux formations calcaires, sableuses et argileuses constitutives des grands bassins sédimentaires (parisien, aquitain) et à des formations volcaniques basaltiques (massif central...).

- La commune de la Ménitré est concernée par la lutte contre les termites selon l'Arrêté Préfectoral N°SCHV/BA 2023-077 du 26/09/2023

Article 4 : La situation des équipements est la suivante :

RESEAUX	Desserte	Observations
Eau potable	Le terrain est desservi par une desserte publique	
Eaux pluviales	Le terrain est desservi par une desserte publique	
Eaux usées	Le terrain est desservi par une desserte publique	
Gaz		
Electricité	Le terrain est desservi par une desserte publique	
Téléphone		
Voirie	Le terrain est desservi par une desserte publique	

Si l'extension du réseau public n'est pas prévue ; la construction sera subordonnée à un raccordement individuel. Ce raccordement sera financé avec l'accord du demandeur dans les conditions mentionnées à l'article L. 332-15 du code de l'urbanisme.

Article 5 : Taxes et participations

TAXES		
X	Taxe d'aménagement communale	Taux : 3 %
X	Taxe d'aménagement départementale	Taux : 2,5 %
X	Redevance d'archéologie préventive	Taux : 0.40 %

Les contributions ci-dessous pourront être prescrites :

- Par un permis, tacite ou explicite, de construire ou d'aménager, et en cas de non opposition à une déclaration préalable.
- Par un permis d'aménager, sous la forme de la forfaitaire définie par le c) de l'article L. 332-12

Participations exigibles sans procédure de délibération préalable.	
	- Participations pour équipements publics exceptionnels (articles L 332-6-1-2c et L. 332-8 du code de l'urbanisme)
Participations préalablement instaurées par délibération.	
	- Participation pour voiries et réseaux (article L. 332-6-1-2d du code de l'urbanisme)
	- Participation en programme d'aménagement d'ensemble (article L. 332-9 du code de l'urbanisme) (Une copie de la délibération approuvant le programme d'aménagement d'ensemble est jointe au certificat)
	- Participation du constructeur en ZAC (article L.332-11 du code de l'urbanisme)

Article 6 : Observations et prescriptions particulières

- Un sursis à statuer pourra être opposé à une demande d'autorisation ultérieure pour le motif : en raison de l'étude en cours concernant la révision du Plan Local d'Urbanisme prescrit par délibération du conseil municipal en date du 23 janvier 2019.

- La réalisation de l'opération mentionnée dans la demande peut être soumise à des formalités administratives préalables, en particulier :
- Demande de permis d'aménager

Fait à LA MENITRE, le 10/11/2023
L' Adjoint délégué à l'urbanisme,
Yves JEULAND

Notifié au pétitionnaire le 14/11/2023
Transmis au contrôle de légalité le 14/11/2023

la présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Informations à lire attentivement

EFFETS DU CERTIFICAT D'URBANISME : Le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée. Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. En effet si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas, sauf exceptions, vous être opposées.

L'accord sur le caractère réalisable de l'opération porte exclusivement sur la localisation approximative du ou des bâtiments dans l'unité foncière, leur destination et sur les modalités de desserte par les équipements publics.

DROITS DES TIERS: La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage; règles figurant au cahier des charges du lotissement...), que le certificat d'urbanisme ne vérifie pas.

DUREE DE VALIDITE: Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation.